



Ile-de-France

# Congrès régional Ile-de-France

**Samedi  
9 décembre 2017  
de 13h30 à 16h**

**IVRY-SUR-SEINE** (Val-de-Marne)

**Espace Robespierre - 2 rue Robespierre**

**STATION MAIRIE D'IVRY : métro / bus / vélib'**

(voir détails sur la convocation jointe)

RAPPORT D'ACTIVITÉ ET RAPPORT FINANCIER  
MOTIONS D'ORIENTATIONS RÉGIONALES  
MOTIONS PONCTUELLES RÉGIONALES



# Sommaire

PAGES 4-5     **RAPPORT D'ACTIVITÉ**, par le bureau exécutif régional

PAGES 6-7     **RAPPORT FINANCIER**, par le trésorier régional

## Motions d'orientations régionales

PAGES 8-9     Motion d'orientation A  
**ESPOIR (ÉCOLOGIE SOCIALE POPULAIRE OUVERTE INCLUSIVE RASSEMBLÉE) POUR UNE ÉCOLOGIE DE TRANSFORMATION EN IDF**

PAGES 10-11     Motion d'orientation B  
**ENSEMBLE POUR L'ÉCOLOGIE EN ÎLE-DE-FRANCE : RASSEMBLONS**

## Motions ponctuelles

PAGES 12     MOTION N° 1 : **POUR DES ASSISES DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE VIVANTES EN ÎLE-DE-FRANCE**

PAGES 13     MOTION N° 2 : **L'ÉCOLOGIE POLITIQUE À LA CROISÉE DES CHEMINS**

PAGES 14     MOTION N° 3 : **FACE À LA SUPPRESSION DES CONTRATS AIDÉS : ÉTAT D'URGENCE !**

PAGES 15     MOTION N° 4 : **CONSTRUIRE LES GROUPES D'ACTION MUNICIPALISTES ÉCOLOGISTES ET SOCIAUX (GAMES)**

PAGES 16     MOTION N° 5 : **LES MULTINATIONALES COMMERCENT AVEC LES ÉTATS OPPRESSEURS : BOYCOTT CITOYEN !**

PAGES 17     MOTION N° 6 : **LES PÉRIPHÉRIES AU CŒUR DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE**

PAGES 18     MOTION N° 7 : **POUR UNE MAISON DE L'ÉCOLOGIE EN ÎLE-DE-FRANCE**

PAGES 19     MOTION N° 8 : **POUR UNE RÉVISION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR**

# Rapport d'activité

## Mai 2015 - décembre 2017 : gardez le cap dans la tourmente !

### LE BUREAU EXÉCUTIF RÉGIONAL

A l'issue du Congrès Régional du 30 mai 2015, un nouveau Conseil Politique Régional (CPR) a été mis en place le 16 juin.

Il a désigné un Bureau Exécutif Régional (BER) :

- › *Cosecrétaires* : Annie LAHMER et Jean-Luc DUMESNIL
- › *Trésorier* : Henrique PINTO
- › *Trésorier adjoint* : Hakim RACHEDI
- › *Porte-parole, chargé de la communication* : Wandrille JUMEAUX
- › *Porte-parole et chargée des groupes locaux* : Frédérique DENIS
- › *Chargé des élections et des élu-es* : Idriss DJOUADI
- › *Chargée du programme régional et des commissions* : Aminata NIAKATE
- › *Chargée de l'accueil et des adhésions* : Anne KUBLER
- › *Chargée de la formation* : Mireille ALPHONSE

#### Le BER est à ce jour composé de :

- › *Secrétaire* : Jean-Luc DUMESNIL
- › *Trésorier* : Henrique PINTO
- › *Porte-parole, chargé de la communication* : Wandrille JUMEAUX
- › *Porte-parole et chargée des groupes locaux* : Frédérique DENIS
- › *Chargé des élu-es et des élections* : Jean-Marc DENJEAN
- › *Chargée du projet* : Aminata NIAKATE

Nous tenons à rappeler que le BER est composé de **militant-es bénévoles**. Il a travaillé, dans une ambiance constructive et conviviale à la gestion du parti, mais aussi à en assurer une animation politique à travers notamment le CPR. Il a préparé les échéances en organisant des forums, avec la volonté d'associer l'ensemble des adhérent-es. Cette période a été marquée par quatre campagnes électorales : les élections régionales en décembre 2015, l'élection présidentielle et les élections législatives au printemps dernier et les élections sénatoriales en septembre.

### LES ÉLECTIONS

Les élections ont fait l'objet d'une préparation et d'un suivi avec le CPR, les départements, les groupes locaux et les candidat-e-s. Une Commission Régionale Electorale (CRE) a été mise en place pour assurer le processus de désignation de nos candidat-e-s (titulaires et suppléant-e-s quand il le fallait).

Pour les **élections régionales**, une liste a été composée avec une volonté d'ouverture. Notre liste, conduite par Emmanuelle COSSE, a obtenu 8,03% au premier tour. Les listes de gauche ont fusionné dans une liste conduite par Claude BARTOLONE qui n'a obtenu au second tour que 40,26%, derrière la liste de droite conduite par Valérie PECRESSE (40,37%) et devant le FN (19,37%).

Un groupe écologiste d'opposition de 13 personnes a pu être constitué. Hélas, nous avons eu à déplorer le départ de notre tête de liste au gouvernement et qui a quitté notre groupe au printemps 2016. Cet automne nous avons eu à déplorer deux nouveaux départs, mais aussi à nous féliciter de l'arrivée de 9 personnes venant du groupe socialiste, avec notamment Benoit HAMON, formant un nouveau groupe Alternative Ecologiste et Sociale.

La région a participé activement au débat et à la désignation de notre candidat à l'**élection présidentielle** (primaire de l'écologie), ainsi qu'à la recherche de parrainages, avant son retrait au profit du soutien à la candidature de Benoit HAMON. Nous avons participé activement à sa campagne (animation, tracts, réunions publiques...).

Les **élections législatives** ont été un engagement fort du parti, tant sur le terrain que d'un point de vue administratif. Après l'adoption par le Conseil Fédéral d'une motion de cadrage, nous avons mis en place une Commission Régionale Electorale qui a fait, sur proposition des instances infrarégionales, des propositions de validation au CPR de candidatures. De nombreuses candidatures ont donc pu être validées dès le mois de décembre par le Conseil Fédéral, d'autres l'ont été plus tardivement... néanmoins, nous avons été présents dans 81 des 97 circonscriptions franciliennes avec des scores honorables. Que tout-e-s les candidat-e-s soient ici remercié-es ! Outre les outils de communication proposés aux candidat-es, le BER a assuré une gestion administrative lourde avec la création des AFE (associations de financement), l'ouverture et le suivi des comptes bancaires, la mise en place des prêts, la remise des comptes à la CNCCFP... permettant d'assurer au parti un financement public plus que jamais indispensable. Nous remercions les militants et salariés qui ont participé à cet important travail.

Enfin, pour les **élections sénatoriales** de septembre 2017, nous avons présenté des candidatures dans les 8 départements, dont 5 listes en autonomie. Seule Esther BENBASSA a pu être élue à Paris grâce à notre bonne représentation au Conseil de Paris.

### LA COMMUNICATION ET LA FORMATION

#### Communication interne

Les principales activités réalisées sont :

- › l'envoi de newsletters régulières (avec la refonte de la Gazette EELV IDF) au 2<sup>e</sup> semestre 2015 et 2016 ;
- › des informations régulières sur les manifestations et événements politiques en IDF ;
- › les publications des journaux *Vert Contact* (n°71, 72 et 73 en 2015, n°74, 75, 76 en 2016 et le n°77 en janvier 2017). Le contexte politique de 2017 a eu raison de ce format papier que nous proposons de poursuivre en format numérique (transition engagée depuis 2016 puisque les newsletters reprenaient notamment les articles du *Vert Contact*).

## Communication externe

Les principales activités réalisées sont :

- › la refonte du site internet idf.eelv.fr au printemps 2016 ;
- › l'animation quotidienne des réseaux sociaux EELV IDF (en relais de l'actualité et des campagnes EELV, des parlementaires écologistes, des élus régionaux, des élus et groupes locaux ainsi que des ONG/organisations écologistes et combats écologistes que nous soutenons) :
  - Twitter : passage de 1 400 abonnées en juin 2015 à 3 450 abonnés fin 2017. Compte bien identifié dans la galaxie écolo
  - Facebook : environ 1 370 abonnés. Son développement a été freiné par le fait que nous ne faisons pas de pub/promotion payante sur les réseaux sociaux ;
- › la participation active à la campagne des élections régionales de décembre 2015 ;
- › l'animation et le partage de la primaire de l'écologie à l'automne 2016 (interview des candidat-es...);
- › le relais/partage des campagnes de Yannick JADOT et Benoît HAMON pour la présidentielle 2017 ;
- › le soutien à nos candidat-es aux élections législatives et sénatoriales en 2017 (sur les réseaux sociaux principalement) ;
- › le soutien et le relais des actions militantes de terrain et des manifestations.

## Organisation de Forums régionaux

Nous avons organisé quatre Forums de formation et débat :

- › un Forum de préparation des élections régionales (17 octobre 2015 au FIAP) ;
- › un Forum régional sur la formation et la stratégie EELV IDF 2020 (19 mars 2016 au MAS Paris 13) ;
- › deux Forums de préparation des élections législatives (4 mars et 6 mai 2017 au foyer AEPP).

## Perspectives

Un gros travail a été réalisé en 2015/2016 pour améliorer nos outils de communication, en vue des élections de 2017, avec des résultats positifs sur notre audience. Le séisme politique de cette année et la crise que nous traversons depuis rendent la communication interne et externe beaucoup plus difficile. Le nouveau BER devra consacrer du temps pour adapter sa stratégie (et ses outils) et faire vivre une ligne politique en adéquation avec les orientations d'EELV.

En l'absence de référent en charge de la formation au BER, nous avons réussi à conserver et faire vivre le format des forums régionaux - très apprécié des militants - sans pouvoir aller plus loin, surtout en période de campagnes électorales permanentes. Le prochain BER devra s'emparer de cette question pour structurer une offre de formation cohérente au niveau régional (en mutualisant et valorisant ce qui se fait au niveau local et en proposant des formations plus régulières, répondant aux besoins des cadres et militants).

## L'ORGANISATION

Le **Conseil Politique Régional**, instance décisionnaire, s'est réuni tous les mois (sauf l'été) depuis juin 2015. Il a été très accaparé ces derniers temps par les échéances électorales et on peut déplorer un désinvestissement de certains représentants au CPR désignées voici deux ans et demi.

Un travail constructif et assidu a permis d'élaborer notre **projet** pour les élections régionales à la suite desquelles nous avons eu à déplorer le désengagement des personnes qui s'étaient proposées pour animer des **commissions thématiques**. Les bonnes volontés sont toujours les bienvenues. Néanmoins, les commissions régionales sont souvent en concurrence avec les commissions nationales, notamment en Ile-de-France. Il serait sans doute pertinent de reconsidérer leur fonctionnement pour privilégier des commissions travaillant sur un thème en fonction de l'actualité et rendant compte au CPR.

Au 31 décembre 2016, nous étions 1742 adhérent-es. **Les adhésions** ont donc baissé depuis notre dernier congrès d'environ un millier de personnes. Nous retrouvons l'étiage des Verts avant la création d'EELV. Les démissions ont été peu nombreuses, il s'agit surtout d'un non renouvellement des adhésions, essentiellement de personnes peu impliquées dans la vie du parti. Cela nécessite une remise en cause de notre fonctionnement et de notre rapport au militantisme.

Une commission a été mise en place afin de suivre l'instruction des adhésions. Elle donne un avis au BER qui valide les adhésions par délégation du CPR. Nous disposons d'un nouvel outil informatique de gestion (suivi des adhésions, listes...) que les responsables départementaux et locaux devront s'approprier davantage. Nous avons déjà organisé des formations pour les SD et quelques responsables de GL.

L'organisation d'EELV repose sur ses **Groupes Locaux**. Avec les **Coordinations départementales** ils ont pu faire appel au soutien de la région pour les aider dans leur organisation et la gestion administrative. La carte des Groupes Locaux s'adapte à l'évolution de leur vie et de l'organisation territoriale. Elle doit encore évoluer pour tenir compte des effectifs 2017 (nombre d'adhérent-es à jour de cotisation).

Malgré plusieurs appels à candidatures, la **Commission Régionale de Prévention et de Résolution des Conflits (CRPRC)** n'a pas pu être mise en place faute de candidatures paritaires. Par défaut, c'est le BER qui en a donc fait office par décision du CPR.

En même temps que le Secrétariat national vendait le siège du parti (La Chocolaterie), nous avons vendu nos locaux de la rue d'Arcueil et de la rue Chaudron. **Le siège régional** est situé, avec le siège national, à Montreuil dans des locaux en location, dans l'attente d'une nouvelle acquisition.

Enfin, nous remercions nos salarié-es qui nous accompagnent dans la gestion du parti, dans les campagnes électorales, dans notre militance quotidienne, avec compétence et gentillesse.

**Nous avons su dans cette période complexe et mouvante faire exister notre parti sur le terrain, lors des élections, dans les institutions. La période qui s'ouvre doit nous permettre de nous dépasser pour que l'écologie politique pèse face aux crises auxquelles nous devons faire face.**

*Le Bureau Exécutif Régional*

# Rapport financier

## Clôture des comptes 2016

**C**omme le montrent les résultats consolidés des années 2015 et 2016, la situation financière d'EELV-IDF s'est très fortement détériorée.

Aujourd'hui, nous affichons chaque année un déficit de près de 100 000€ pour un budget de dépenses d'environ 800 000€.

### UNE BAISSÉ IMPORTANTE DES RECETTES

Nous avons eu à subir une baisse importante de nos recettes : 983 841€ (2013), 1 050 000€ (2014), 875 161€ (2015) et 661 648€ (2016).

Les premiers mois de 2017 confirment cette situation. A cela, viennent s'ajouter trois facteurs aggravants :

- › Le nombre de cotisations d'adhérent.e.s est en baisse ;
- › Le financement public sera divisé par 2 dans les prochaines années ;
- › Le nombre d'élu.e.s régionaux en baisse, suite aux élections régionales de 2015.

De 532 000€ en 2013 pour l'ensemble des cotisations d'élu.e.s, nous sommes passés en quelques années à 315 668€ en 2016 (- 216 332€). Pour 2017, nous devrions atteindre 235 000€ de cotisations.

### LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ASSURÉES GRÂCE AUX RÉSERVES D'EELV-IDF

Malgré cette baisse importante, nous avons pu faire face grâce, à nos réserves financières, aux élections législatives. Elles ont généré des dépenses de l'ordre de 566 617€. Nous avons prêté aux candidat.e.s 384 451€. Et nous avons versé 88 230€ pour que chaque candidat.e puisse avoir du matériel.

EELV-IDF n'avait jamais investi autant de moyens dans une campagne. Grâce à l'investissement de nos candidat.e.s dans chaque territoire, nous avons pu porter les couleurs de l'écologie en Ile-de-France.

Pour une première fois, à la demande du national, nous avons centralisé la gestion de l'ensemble des comptes de campagne, assuré au mieux la visibilité sur l'ensemble de l'Île-de-France de nos candidat.e.s et géré les comptes de campagne.

Nos résultats sont très corrects et tous les candidat.e.s ont pu déposer les comptes à l'heure. Nous aurons ainsi la totalité du financement public pour le cinq prochaines années grâce à chacune des voix que nous avons obtenues.

Pour l'instant, la commission a validé l'ensemble des comptes examinés, et nous devrions récupérer l'année prochaine l'ensemble des sommes que nous avons prêté aux candidat.e.s.

### L'ACHAT INDISPENSABLE DE NOUVEAUX LOCAUX

Les ventes de la Société civile immobilière (SCI) Arcueil (378 540€) et de la SCI Chaudron (217 771€) nous ont rapportés environ 600 000€ qui vont nous servir pour investir dans de nouveaux locaux plus adaptés et plus visibles.

Pour l'instant, nous louons à Montreuil un local avec le national pour 8 633€ par trimestre. Cette situation est temporaire, et la nouvelle équipe du BER devra utiliser l'ensemble des compétences d'EELV pour trouver, après validation d'un cahier des charges par le CPR, des nouveaux locaux.

### L'ÉPUISEMENT DES RÉSERVES D'EELV-IDF

Jusqu'à présent, cette situation de déficit était tenable grâce à nos réserves. Mais celles-ci s'épuisent et il n'est pas question d'utiliser les ressources de la vente du local pour le fonctionnement quotidien.

L'ensemble des recettes d'EELV-IDF, à la fin de l'année 2017, ne devrait être plus que de 500 000€.

### UNE RÉDUCTION DES DÉPENSES INDISPENSABLE

Nous n'avons pas voulu prendre de décisions hâtives après l'échec des élections régionales. Cependant, les difficultés du parti, un financement public divisé par deux et une baisse des adhésions ne nous permettent plus aujourd'hui d'attendre encore plus longtemps. Nous devons faire rapidement des choix pour réduire nos dépenses.

Pour toutes ces raisons, il faut repenser profondément la structuration de nos dépenses et faire des économies de fonctionnement. Aujourd'hui, nous devons ajuster notre budget pour que nos dépenses soient autour de 400 000€.

Plusieurs sources d'économies peuvent être réalisées à plus ou moins long terme. Aujourd'hui, environ 8% de nos dépenses (63 000€ en 2016) correspondent à des contrats de photocopieurs, 10% de notre budget (90 000€ en 2016) paient les locations de local dans les différents départements et régions, et 30% de nos dépenses correspondent à notre masse salariale (234 080€ en 2016).

Ces efforts nous permettront de nous engager sereinement dans les prochaines élections et de continuer à aider financièrement les militant.e.s dans leurs actions de développement de l'écologie politique dans nos territoires franciliens.

**Henrique PINTO**, Trésorier EELV Ile-de-France

# Rapport financier

Clôture des comptes 2016

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS ILE-DE-FRANCE (HORS SCI)

	2 015	2 016
Vente produits annexes	897	1 002
Dons	3 863	6 318
Financement public	49 791	37 531
Adhésions	200 782	176 126
Contributions élu/es	460 022	315 668
Produits de cession éléments d'actif		
Autres produits & transfert de charges	87 911	57 521
Adhésions perçues par national	71 895	67 482
<b>Total recettes</b>	<b>875 161</b>	<b>661 648</b>
Achat fournitures	16 891	5 157
Achat études	56 262	31 798
Achat matériels	4 135	3 293
Achat prestation services	4 263	4 827
Locations copieurs	63 400	63 437
Locations immobilières	98 912	81 111
Charges loc entretien réparation	15 139	18 099
Assurance & divers frais	11 657	9 359
Intermédiaires et honoraires	49 121	32 880
Tirages copies publication	111 511	65 271
Déplact missions et réceptions	14 952	8 953
Frais postaux	18 189	21 153
Frais bancaires	7 776	4 643
Reverst part nationale	103 800	76 829
Impôts et taxes	4 811	3 150
Salaires	194 273	166 756
Cotisations sociales	78 380	67 324
Charges financières	8 033	37 622
Solidarite électorale	60 173	26 712
Valeur comptable éléments d'actif		
Autres charges exceptionnelles	618	2 223
Charges calculées (amort...)	90 179	42 080
<b>Total dépenses</b>	<b>1 012 473</b>	<b>772 677</b>
<b>RÉSULTAT</b>	<b>-137 312</b>	<b>-111 029</b>

# MOTION D'ORIENTATION A

## ESPOIR (Ecologie Sociale Populaire Ouverte Inclusive Rassemblée) pour une écologie de transformation en IDF

Pour transformer notre région, y améliorer la vie dans sa diversité, nous avons besoin d'une écologie sociale, populaire, ouverte, inclusive, rassemblant l'ensemble des territoires et des populations. Cette écologie de transformation est une écologie sociale de libération, en rupture avec le capitalisme vert pour une société de post croissance. C'est une écologie inclusive, intersectionnelle et décoloniale, de lutte contre tous les systèmes de domination.

EELV est en crise. Le désastre de la séquence 2017, avec un candidat commun à la présidentielle et des listes communes aux législatives avec le PS est une leçon chère payée pour EELV. Le mirage institutionnel explique aussi la débâcle d'EELV au plan régional. La dernière campagne derrière Bartolone et avec Lepage s'est soldée par un échec, avec un groupe atomisé obligé pour survivre de fusionner avec le néo-PS de Hamon. Le temps de la clarification est venu.

Nous refusons les accords au niveau local, régional, national avec les représentants de la droite dans toutes ses composantes (LR, LREM, UDI, etc.), et nous dénonçons par avance tout accord même cautionné par le PVE des Grünen avec la droite allemande.

Les écologistes sont aujourd'hui à la croisée des chemins. Certain.e.s ont choisi et choisiront l'écologie d'accompagnement. Nous faisons le choix de la transformation pour notre région, pour l'écologie politique et notre parti. Notre parti et son CPR ne doivent plus se considérer comme simple soutien des élu.e.s. La vie militante a son rythme et ses initiatives propres, son autonomie est essentielle.

### NOS PRIORITÉS

#### 1. Pour une Région du Commun, contre la métropolisation accélérée par les JO et les Grands Projets Inutiles et Imposés

La transformation de la Région en mégalopole productiviste a deux visages :

Le premier, la réforme territoriale en IDF - Métropole du Grand Paris, EPCI - éloigne la prise de décision de la participation citoyenne, multiplie les strates et conforte les baronnies. Elle bafoue la représentation démocratique et fragilise l'échelon régional en éparpillant les compétences entre département, métropole, intercommunalité, commune et en maintenant des incertitudes sur les compétences des collectivités. Elle incarne la course à la croissance et à la compétitivité et accroît la peur du déclassement et de la relégation de leurs habitant.e.s. La spéculation immobilière chasse les pauvres et les précaires à la périphérie et aboutit à l'édification d'un mur invisible entre la capitale et le reste de l'agglomération. La métropolisation à marche forcée

va à l'encontre de notre projet : casser les frontières de la capitale, la rapprocher de sa région, en luttant contre les spéculations autour des nouvelles gares.

Le second c'est les Grands Projets Inutiles et les JO : Europa City, CDG Express, aménagement du Plateau de Saclay, stade de Bondoufle, incinérateur d'Ivry, mise à grand gabarit de la Seine dans la Bassée, et autres projets inutiles et imposés, démolitions de quartiers populaires et de logements sociaux, marchandisation du patrimoine public, spéculation immobilière et foncière, dévoration des terres agricoles ou de nature. Ces politiques d'urbanisme autoritaires se font au détriment du péri-urbain, des territoires excentrés et ont organisé la relégation des populations.

Les JO synonymes de corruption, de triomphe des lobbies, de gaspillage, de marchandisation vont accélérer et entretenir la métropolisation, traduction spatiale de la mondialisation. Les JO c'est une stratégie du choc aggravant la fracture territoriale, la gentrification et les inégalités.

Notre objectif n'est pas de faire des JO « durables » ou « écologiques » mais de construire une opposition résolue aux décisions induites par ces Jeux en définissant une feuille de route précise pour préparer la résilience aux JO.

#### Construire une alternative à ce modèle, c'est :

- Produire des logements sociaux en adéquation avec la demande. Cette production doit être aux normes environnementales remises en cause par le gouvernement Macron-Philippe-Hulot.
- Donner plus de pouvoir aux habitant.e.s par des outils de solidarité effectifs : services municipaux participatifs et sous contrôle citoyen, monnaies locales, leviers de la transition écologique ;
- Faire de l'IDF une zone hors traités de libre échange
- Construire une convergence des luttes réunissant les mouvements, réseaux, collectifs, agissant contre la mise en place de la politique de dévastation des quartiers populaires et des terres cultivables.

#### 2. Contre le racisme et la stigmatisation des quartiers populaires, pour l'égalité réelle et l'accès aux droits

La stigmatisation systématique par les grands médias des quartiers populaires, des migrant.e.s, des Roms, des biffins est une constante : celle de la gouvernance par la peur. En présentant les quartiers populaires comme une menace, ils justifient et valident discours et politiques de répression antisociale contre les populations de ces territoires. Mais ce sont les pouvoirs publics qui ont sorti les quartiers de la République en les privant d'égalité des droits et de citoyenneté.



### Répondre à la stigmatisation c'est :

- Déconstruire les préjugés racistes, islamophobes, sexistes et anti-LGBT, religieux et anti-religieux, et lutter contre les stéréotypes par une politique conséquente
- Faire de l'IDF une zone d'hospitalité pour les réfugié.e.s, les migrant.e.s et les populations discriminées en raison de leur genre, de leur origine ou de leur religion
- Faire de la reconnaissance et de l'expression de la diversité dans une égalité effective des droits un axe prioritaire de l'ensemble des politiques en IDF; contre les équipements urbains anti SDF et anti-réfugié, pour une approche genrée de l'espace public, pour une citoyenneté fondée sur les droits
- Renforcer l'empowerment dans les quartiers populaires

### 3. Contre la gestion clientéliste et régressive de Péresse

Les écologistes doivent engager une lutte sans concession contre la gestion clientéliste et régressive de la majorité de droite au conseil régional. Depuis l'arrivée au pouvoir de Péresse, des centaines d'associations déjà attaquées par Macron avec la fin des contrats aidés n'ont plus de subventions. Les politiques sociales, éducatives et culturelles sont abandonnées et remplacées par des politiques sécuritaires. La région appauvrit encore un peu plus l'éducation publique. La majorité ne finance plus la construction de logement sociaux dans les communes dépassant le seuil des 20%. Elle distribue des aides aux grandes exploitations agro-industrielles, finance la construction d'infrastructures routières inutiles, tue le plan vélo, défend les projets inutiles comme Europa City et le parc Napoléon et néglige les parcs naturels régionaux. Face aux destructions de Péresse, nous défendons une écologie de transformation.

### 4. Pour un projet bio-régional solidaire : vers une région de la justice climatique, antispéciste et sans pollution

La bio-région est un ensemble de systèmes territoriaux locaux doté d'une forte capacité d'autosoutenabilité écologique. La souveraineté alimentaire et énergétique est la base de la bio-région, avec pour outils la préservation des terres agricoles, la permaculture, les unités locales de production d'énergies renouvelables, etc. L'IDF doit aussi prendre toute sa part dans la sortie du nucléaire qui l'alimente en électricité.

Le projet bio-régional intègre également les besoins et les équilibres des espèces non humaines sur son territoire. Il proscrie les pesticides. L'IDF doit se passer de glyphosate mais ne peut se passer d'abeilles !

Au plan climatique la bio-région IDF vise à être neutre en carbone, zéro diesel et dépolluée au niveau de l'air, des sols et de l'eau.

La bio-région est aussi un modèle de déplacement différent: vers la gratuité des transports en commun pour réduire l'occupation (90% aujourd'hui) de l'espace public par la voiture.

Notre stratégie : articuler les élections locales à partir d'en bas à travers des Groupes d'Action Municipaliste Écologistes et Sociaux (option votée en AG EELV Paris le 4/11/17).

Nous devons imaginer une politique autre que celle des appareils, une politique par en bas. Nous préconisons la création de plateformes citoyennes municipales coordonnées au niveau régional, les GAMES, espace politique de co-construction avec les forces citoyennes de la transition écologique.

## TRANSFORMER EELV : POUR UN PARTI ACTIF, DÉMOCRATIQUE, INCLUSIF

Le CPR doit impulser la direction politique, élaborer avec les mouvements, évaluer les actions. Il fixera des plans d'actions avec des objectifs et organisera une formation ne se limitant pas à la gestion locale. Il réunira régulièrement les groupes locaux et invitera une fois par mois des invité.e.s extérieure.e.s.

### La région EELV :

- Veillera à la représentation interne des populations subissant des exclusions en faisant respecter la représentation des minorités grâce à l'application des mesures d'action affirmative pour les instances internes et externes
- Appliquera la proportionnelle pour que les motions et les courants d'idées soient tous représentés
- Adoptera le principe de transparence mettant en lumière les intérêts et liens de subordination professionnels
- Réduira l'influence des élu.e.s sur l'orientation du parti en veillant au strict respect de la grille de cumul des mandats et des reversements d'élu.e.s. Aucun membre du BER ne pourra simultanément siéger au Conseil Régional.

## AGIR PLUTÔT QUE SUBIR

EELV doit assumer un rôle politique, propositionnel et autonome en IDF, en lien avec toutes les composantes associatives, syndicales, citoyennes du mouvement social et écologiste et construire une stratégie gagnante autour d'un projet de transformation. Nous défendons également cette option à travers les Assises de l'écologie dont l'organisation reposera sur les régions. L'écologie politique n'est utile que si elle est une alternative ambitieuse et rassembleuse. Écologistes debout !



### PREMIER/ES SIGNATAIRES DE LA MOTION D'ORIENTATION **ESPOIR POUR UNE ÉCOLOGIE DE TRANSFORMATION EN IDF**

Aoustin Marie 75, Aoutia Fatima 75, Bavay Francine 75, Bouttot Stéphane 75, Chapron Claude 75, Clausse Hadrien 75, Cochet Yves 75, Errajafiallah Malika 75, Farbiaz Patrick 75, Faugeron Corine 75, Gardères Nicolas 75, Guillaume Francine 75, Jouve Louis 75, Lafont Jean 75, Lete Remy 75, Letissier Florentin 75, Lowy Elise 75, Maintenant Frédéric 75, Mandel Renaud 75, Martini Scalzone Lucia 75, Pagnac Elisabeth 75, Rebelo André 75, Rivret Serge 75, Ruiz Marie-Cécile 75, Saint-André Laurent 75, Schaffauser Thierry 75, Stanisière Philippe 75, Vichérat Philippe 75, Aoustin Marie 75, Ponchel Mathieu 75, De la Fuente Rose 77, Dupré Noémie 77, Bernard Stéphane 78, Harel Hélène 78, Rouyer Michel 91, Chagneau Yves 92, Guessous Ghizlaine 92, Le Guenniou Anne 92, Tripier Pierre 92, Vacca Gianni 92, Azoug Nadia 93, Challal Abdallah 93, Chibane Kader 93, Dubreuil François 93, Kaabi Chekra 93, Poirier Michel 93, Zemouri Essaid 93, Benbetka Abdallah 94, Gandais Nathalie 94, Jourdan Pierre 94, Lipietz Alain 94, Roze Bernard 95.



# MOTION D'ORIENTATION B

## Ensemble pour l'écologie en Île-de-France : Rassemblons

Notre congrès régional va se dérouler à la suite d'un quinquennat et d'une longue séquence électorale qui a vu le recul de la droite traditionnelle, l'effondrement du PS, la victoire électorale de la République en Marche et l'émergence de la France Insoumise. L'échiquier politique a été bouleversé. La recomposition politique, à droite comme à gauche, n'est pas encore arrivée à son terme. Notre mouvement, EELV, n'en est pas sorti indemne. Or, nous vivons une période paradoxale dans laquelle la prise de conscience des enjeux environnementaux est de plus en plus partagée par nos concitoyen.nes. Depuis la COP 21, l'avenir de notre planète est au cœur du débat public. A quelques exceptions près, la question de l'écologie est reprise de façon plus ou moins opportuniste par les autres formations politiques. Si nos fondamentaux écologistes sont de plus en plus d'actualité, notre dynamique est à réinventer.

### RÉUSSIR LES ASSISES DE L'ÉCOLOGIE POUR LA REFONDATION

Devant ce constat, nous sommes de celles et ceux qui partagent et portent l'idée que l'écologie politique est toujours indispensable, qu'elle n'est pas soluble dans d'autres courants politiques, qu'elle est nécessaire pour l'innovation et la transformation de la société. Aujourd'hui, au terme d'un débat constructif, tout notre mouvement s'est fixé pour objectif de réussir les Assises de l'écologie politique. Nous pensons qu'EELV Île-de-France doit être à la hauteur de l'enjeu et un acteur majeur de ce processus. Notre congrès régional doit être un moment privilégié pour en débattre.

Nous proposons que l'organisation et la réussite des Assises soient la priorité du prochain Conseil politique régional (CPR) et du Bureau exécutif régional (BER). C'est pourquoi nous sommes volontaires pour la constitution d'une majorité régionale sans aucune exclusive. Nous devons répondre à l'attente des adhérent.es et de nos sympathisant.es pour un large débat de « remise à plat » avec toutes les actrices et acteurs de l'écologie et l'ouverture vers la société civile, le monde associatif et syndical, l'économie sociale et solidaire, les mouvements sociaux. Nous devons renouer le dialogue en dépassant les clivages parfois artificiels, souvent stériles, qui nous ont divisé.es, dans le respect de nos différences pour trouver le chemin du rassemblement et de l'efficacité dans l'action.

### L'ÉCOLOGIE EST L'AVENIR DE L'ÎLE-DE-FRANCE

En Île-de-France, les écologistes ont une responsabilité particulière. L'avenir de notre région est un enjeu central de la politique nationale. Notre mouvement est le seul à s'op-

poser clairement au projet commun à Emmanuel Macron et à Valérie Pécresse d'une région dédiée prioritairement aux activités financières et bancaires et à l'économie de services, en concurrence avec d'autres places financières et notamment Londres, aujourd'hui affaiblie par le Brexit. Cette orientation est non seulement profondément néfaste pour notre région mais aussi pour notre pays. Une telle politique ne peut qu'aggraver les déséquilibres territoriaux nationaux et régionaux à l'image de l'Angleterre. Dans notre région, elle ne peut que renforcer la spéculation foncière et immobilière, la construction de bureaux au détriment de l'environnement, des catégories sociales et des quartiers populaires. Le gouvernement veut, avec la complicité de la droite francilienne, instaurer un « environnement fiscal » favorable aux investisseurs au détriment de l'investissement public et des ressources des collectivités locales.

EELV et les élu.es écologistes sont les seules à porter, a contrario, une vision de l'avenir conforme aux impératifs de la lutte contre le dérèglement climatique, de recul de toutes les formes de pollution, de la protection des espaces agricoles et naturels, de la biodiversité, de la conversion écologique de l'agriculture et de l'économie, du développement d'un urbanisme favorisant le bien-être et la convivialité. Nos partenaires de la gauche, dans les collectivités territoriales, sont encore trop souvent dans une optique de développement productiviste au nom de l'emploi et des équilibres budgétaires des collectivités territoriales mis à mal par l'Etat. Les politiques foncières, d'aménagement et de programmation urbaine, notamment dans le domaine commercial et celui des loisirs, doivent obéir aux objectifs de la transition écologique et être débattues démocratiquement avec les habitant.es et les associations. L'habitat résidentiel, les espaces naturels ou cultivés, les circulations douces, les services de proximité doivent être privilégiés en milieu urbain. Pour les écologistes, l'Île-de-France doit être une région qui reconnaît et valorise la diversité et la singularité de tous les territoires, qui favorise leur complémentarité, en s'opposant à la dichotomie entre centre et périphérie et en limitant les concurrences territoriales.

### UN RÉSEAU D'ÉLU.ES À VALORISER ET À CONFORTER

En Île-de-France, les écologistes ont un bilan et des atouts. Nos scores aux élections législatives témoignent du maintien de notre implantation. Nous avons été capables d'infléchir, ces vingt dernières années, les politiques publiques au niveau régional comme au niveau des collectivités, des départements et des villes, notamment à Paris. Notre grand défi est aussi de nous installer durablement dans les zones rurales, les quartiers périurbains et les banlieues, partout où trop peu de personnes reconnaissent

dans l'écologie politique une solution à leurs difficultés quotidiennes : déclassement social, relégation territoriale, disparition des services.

Nous continuons à jouer un rôle important dans de nombreux exécutifs. Nous pouvons nous appuyer sur un réseau de plusieurs centaines d'élu.es municipaux et territoriaux. Dans un contexte difficile et douloureux de dispersion et de rupture, nous avons su garder notre visibilité politique en conservant l'identité et l'unité des groupes des élu.es écologistes à Paris et à la métropole, en confortant le groupe écologiste de la région élargi à d'autres élu.es. C'est une base solide pour relayer nos propositions, mobiliser l'opinion et préparer les futures échéances électorales municipales et régionales de 2020 et 2021. La mise en réseau des élu.es, les échanges d'expériences, la mise en débat de nos propositions thématiques ou sur la réforme territoriale, en s'appuyant mieux sur nos compétences internes, devront constituer un chantier prioritaire pour le prochain CPR.

## UN MOUVEMENT OUVERT ET RASSEMBLEUR

Les Assises de l'écologie doivent être, aussi, un moment privilégié pour repenser notre organisation, recréer ou redonner du souffle aux réseaux locaux de l'écologie. Ce devra être un objectif central de notre future direction régionale en lien avec le processus national et les autres régions. Nous sortons d'une séquence difficile où le BER sortant a su trouver les consensus nécessaires pour surmonter les conflits et permettre des débats moins clivants et plus apaisés.

La bienveillance ne se décrète pas. Elle ne peut que reposer sur le respect des valeurs et des règles collectives, la libre expression des opinions, le traitement égalitaire de toutes les adhérent.es et des différentes sensibilités en termes d'information et d'usage des outils de communication. Le CPR et le BER devront s'attacher à faire vivre la démocratie au sein des coordinations départementales et des groupes

locaux. Cela est nécessaire si nous voulons un mouvement ouvert et accueillant capable de mobiliser. Enfin, notre mouvement devra engager une réflexion sur l'adaptation de son organisation à la réforme territoriale.

## REFONDER NOS OUTILS POUR MIEUX PARTAGER

Pour permettre le partage de compétences, de savoirs et d'expériences entre militant.es mais aussi entre élu.es locaux, nous créerons des outils de travail collaboratif, de partage de documents afin que chacune et chacun ait accès à la même information quel que soit son groupe local. Nous proposons que l'usage des listes internes de discussion et de diffusion soit mis en débat et fasse l'objet d'une charte intranet.

Nous devons simplifier l'accueil et améliorer la formation des adhérent.es et sympathisant.es, mais aussi organiser des événements structurants autour de l'écologie, ouverts à toutes et tous.

Un chantier majeur sera de reprendre et de concrétiser le projet d'une Maison de l'écologie en Île-de-France, accessible à toutes et tous, un lieu de rencontre et de débat où toutes les actrices et acteurs de l'écologie pourront se retrouver, réfléchir, partager, mobiliser et construire ensemble. Cette motion de rassemblement ouvre la possibilité d'un BER construit sur des compétences complémentaires et partagées, à l'écoute de l'ensemble du territoire francilien. Des porteur.es de projets et des référent.es thématiques seront missionné.es par le CPR. Le BER favorisera le partage des expériences des départements, des groupes locaux et des élu.es.

**L'écologie politique est la réponse aux enjeux de notre temps. Il appartient aux écologistes de se rassembler pour faire de l'écologie un puissant mouvement de transformation écologique, sociale et démocratique de notre société.**



### SIGNATAIRES DE LA MOTION D'ORIENTATION ENSEMBLE POUR L'ÉCOLOGIE EN ÎLE-DE-FRANCE : RASSEMBLONS

Robert Aarsse 75, Rodéric Aarsse 92, Laurence Abeille 94, Pascal Abenza 75, Mireille Alphonse 93, Salah Anouar 78, Marie Atallah 75, Léa Balage 75, Victoria Barigant 75, Jean pierre Barraud 75, Julien Bayou 75, Jérôme Beaugé 75, Mehdy Belabbas 94, Esther Benbassa 75, Pascal Bertolini 95, Thibaut Bragé 75, Dominique de Broca 75, Guy Bonneau 91, Daniel Bonnici 91, Bernard Bourdeix 75, Philippe Bourriachi 94, Daniel Breuiller 94, Isabelle Brugeaud 75, Gaël Callonnet 78, Chrysis Caporal 94, Patrick Chaimovitch 92, Bruno Charpentier 75, Jeanne Charrieres 95, Romain Chiaradia 78, Fadila Chourfi 91, Hanna Clairière 93, Dominique Cloarec 92, Jean-Marc Defremont 91, Adrien Delassus 75, Didier Delpyrou 93, Denis Delrieux 92, Frédérique Denis 93, Marc Denis 95, Jean-Marc Denjean 92, Jean Desessard 75, Farid Djabali 77, Therry Dolleans 78, Jean-Luc Dumesnil 75, Abdellah El Adaoui 78, Alain Fournier 92, Marie-Claude Fournier 92, Julien Fosse 92, Dominique Frager 92, Jean-Michel Gambier 77, Séverine Goudiguen 78, Jacques Grenier 94, Claire Grover 75, Antoinette Guhl 75, Sophie Guillemain 94, Jérôme Gulli 75, Richard Gwenaël 77, Nadine Herrati 94, Nicolas Hervé 78, Anne-Marie Heugas 93, Rémi Houley 94, Pierre-Yves Jourdain 75, Wandrille Jumeaux 93, David Jutier 78, Nabila Keramane 78, Abdessalam Kleiche 92, Lydia Labertrandie 77, Olivier Lafond 75, Annie Lahmer 94, Morgane Lahmer 75, Gérard Lansade 92, Patrick Lascoux 93, Martine Lebranchu 75, Alain Leclerc 77, Marie Leclerc-Bruant 94, Séverine Leclercq 75, Brice Loe Mie 92, Jean Mallet 78, Jean-Paul Maurel 75, David Mbanza 92, Alain Mestre 94, Christian Metairie 94, Gilles Meyer 93, Patricia Millot 78, Dominique Moins 94, Anne-Karin Mordos 92, Hervé Morel 75, Catherine Naviaux 92, Aminata Niakate 94, Sophie Nicklaus 75, Claire Papy 92, Tristan Péribois 78, Jacques Picard 91, Quentin Picquenot 75, Andreas Pilartz 75, Claire Pinto 91, Henrique Pinto 91, Annie Poursinoff 78, Pierre Rabany 75, Sylvain Raifaud, Christiane Ransay 94, Pandora Reggiani 75, Sandra Regol 75, Gwenaël Richard 77, Emmanuel Rodriguez 95, Sonia Roisin 91, Paulin Roy 77, Anne de Rugy 93, Pilar Saldivia 78, Mariannick Saoût 75, Eva Sas 91, Mounir Satouri 78, Sabrina Sebaihi 94, Laurent Servières 93, Juliette Sniter 78, Charlotte Souлары 75, Anne Souyris 75, Pierre Stoerber 93, Olivier Szulzynger 75, Marie Toussaint 75, Alain Tubiana 93, Léa Vasa 75, Pascal Vesvre 77, Margarita Young 75, Romain Zavallone 94.



# MOTION PONCTUELLE N°1

## Pour des assises de l'écologie politique vivantes en Ile-de-France

### Exposé des motifs

Depuis des décennies nous alertons sur la crise écologique chaque jour plus criante. Si le message est aujourd'hui entendu, les réponses que nous proposons sont inaudibles et nos résultats électoraux stagnent. Le contexte politique est complexe et mouvant. Des militant-es, des élu-es nous ont quitté. Si nous sommes parvenus à présenter des candidat-es dans la plupart des circonscriptions législatives franciliennes, avec des scores honorables, nous n'avons plus de député-es. Nous n'avons plus qu'une sénatrice. Néanmoins, nous disposons d'un réseau de Groupe locaux et d'élu-es dans les communes, les Conseils départementaux, le Conseil régional. Nous avons le devoir de remettre en cause notre fonctionnement afin de peser efficacement sur les décisions politiques.

Face à cette situation, ne pouvant rester sans agir, notre Conseil Fédéral a décidé :

- *D'affirmer la nécessité d'un mouvement autonome de l'écologie politique. Ce mouvement portera avec force un projet d'écologie de transformation vers une société de post-croissance.*
- *D'engager un processus constituant décentralisé, large et ouvert, aboutissant à l'organisation d'une convention de fondation de ce nouveau mouvement, au plus tard à la fin de 2018.*
- *De lancer pour cela une démarche d'Assises de l'écologie politique décentralisées, larges et ouvertes co-construites avec les composantes de l'écologie sans exclusive : politiques, associatifs, collectifs, personnalités, syndicalistes, et les jeunes écologistes s'ils le souhaitent ; et ce au minimum dans le respect des valeurs de la charte des verts mondiaux.*
- *D'installer un comité d'initiative constitué de deux personnes par motion, quatre représentants de la conférence des régions, deux coopérateurs-trices et 2 membres des jeunes écologistes. Il fera une proposition au prochain CF d'un groupe de pilotage des assises, d'un processus et d'un agenda.*

### Motion

**Europe Ecologie Les Verts Ile-de-France, dans le cadre fixé par le Conseil Fédéral, s'engage résolument dans l'organisation des assises de l'écologie politique en Ile-de-France et pour ce faire :**

- › **Invite les CPD et GL à se saisir de la démarche pour la faire vivre sur l'ensemble du territoire francilien ;**
- › **S'appuiera sur ses réseaux de Groupes locaux et d'élu-es locaux et les accompagnera dans cette démarche ;**
- › **Utilisera ses outils de communication pour faire connaître et participer à l'animation de ces assises ;**
- › **Installera un Comité d'initiative et de suivi d'EELV IDF, désigné par le Conseil Politique Régional dans les meilleurs délais.**



#### SIGNATAIRES DE LA MOTION PONCTUELLE POUR DES ASSISES DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE VIVANTES EN ILE-DE-FRANCE

Rodéric Aarsse (92), Léa Balage (75), Mehdy Belabbas (94), Gilles Benard (75), Bernard Bourdeix (75), Patrick Chaimovitch (92), Jeanne Charrieres (95), Fadila Chourfi (91), Hanna Clairiere (93), Adrien Delassus (92), Jean Desessard (75), Jean-Luc Dumesnil (75), Frédérique Denis (93), Marc Denis (95), Jean-Marc Denjean (92), Jean-Michel Gambier (77), Michèle Gonnet-Chaubet (75), Jacques Grenier (94), Jérôme Gulli (75), Rémy Houley (94), Nadine Herrati (94), Anne-Marie Heugas (93), Wandrille Jumeaux (93), David Jutier (78), Annie Lahmer (94), Anne Launay (91), Martine Lebranchu (75), Patricia Millot (78), Catherine Naviaux (92), Aminata Niakate (94), Jacques Picard (91), Henrique Pinto (91), Sonia Roisin (91), Mounir Satouri (78), Juliette Sniter (78), Pierre Stoeber (93), Marie Toussaint (75), Alain Tubiana (93), Pascal Vesvre (77), Romain Zavallone (94).





## MOTION PONCTUELLE N° 2

# L'écologie politique à la croisée des chemins

La victoire de Macron, suite à la crise du PS et de LR qui se succédaient au pouvoir avec des politiques de plus en plus semblables et grâce à l'épouvantail du FN, marque la prise en mains directe des manettes de l'État par les représentants du capital financier.

Le nouveau gouvernement applique désormais, sans masque et à marches forcées, une politique régressive dans tous les domaines, répondant au rêve du capital mondialisé. La violence des mesures – sur le travail, les libertés publiques, les institutions sociales – va de pair avec les reculs face aux lobbies sur le climat, l'environnement et la santé, que les propos embarrassés de Nicolas Hulot n'arrivent plus à cacher. Si certain.e.s en doutaient encore, c'est une vraie politique de classe.

Elle s'inscrit dans une Europe qui se ferme aux autres et qui, faute de répondre aux attentes de ses peuples, nourrit les partis d'extrême droite dans de nombreux pays, mais suscite aussi des résistances, notamment en Europe du Sud.

En IDF, une droite revancharde a pris la tête de la région, aidée par la campagne calamiteuse de Bartolone. Elle revient sur toutes les avancées des mandats précédents, mais est en phase avec la politique du gouvernement sur le logement, la politique de la ville, la sécurité, la baisse des soutiens aux associations, la politique de l'environnement...

Les élections de 2017 ont montré une sensibilité croissante de la population pour les questions d'environnement, de santé. EELV, qui a été le premier à lancer l'alerte sur ces questions, aurait dû en bénéficier. Il n'en a rien été, car le crédit qu'il avait acquis a été ruiné, faute de se démarquer de la politique de Hollande ; et l'épisode lamentable de la présidentielle et des législatives du fait de notre direction nationale a fait éclater la crise. Aujourd'hui, en dépit de l'autonomie affichée, les un.e.s rejoignent Macron, d'autres commencent à s'organiser avec les soutiens de Hamon, dans les comités M1717 comme au groupe des élu.e.s à la Région, et beaucoup quittent le parti sur la pointe des pieds. L'unité de façade entretenue se heurte à la réalité de l'existence d'orientations politiques divergentes et, malgré les résolutions de Pantin, à un tropisme persistant vers la social-démocratie.

Ainsi en IDF, notre CPR n'a de politique que le nom, il n'est pas un lieu d'animation et de direction politique du parti, un lieu permanent de débats avec des acteurs extérieurs. Le parti reste à la remorque de ses élu.e.s et n'est pas perçu comme un acteur politique, pesant dans le paysage francilien, reconnu comme tel par la société.

Il n'est que temps de se ressaisir, de faire enfin de la politique. L'écologie de transformation, la seule à la hauteur des urgences sociales et environnementales, qui ne se contente pas de proposer des politiques publiques, qui ne lie pas son sort à celui de la social-démocratie, mais qui attache autant d'importance à l'action militante dans la société, à l'éducation populaire, à la stratégie pour mener la transition vers une société de post-croissance. L'action dans les institutions peut constituer un levier pour appuyer l'action d'en-bas, mais c'est cette dernière par les rapports de forces qu'elle instaure qui conduit aux véritables réformes.

L'écologie politique, est à la croisée des chemins. Elle hésite aujourd'hui entre plusieurs voies, un peu partout en Europe et dans le monde. Nous avons une grande responsabilité en IDF, la région capitale, championne des inégalités et vitrine du capital financier et de son monde. Ne ratons pas ce congrès, comme nous avons raté Pantin !

**L'AG EELV IDF s'élève contre les pratiques du fait accompli.**

**Elle demande que les assises soient un vrai moment d'expression d'orientations politiques et stratégiques et qu'EELV tranche entre celles-ci par un vote formel lors de la Convention qui viendra clore le processus de fondation.**



### SIGNATAIRES DE LA MOTION PONCTUELLE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE À LA CROISÉE DES CHEMINS

Aoustin Marie 75, Bavay Francine 75, Farbiaz Patrick 75, Faugeron Corine 75, Lafont Jean 75, Letissier Florentin 75, Lowy Elise 75, Martini Scalzone Lucia 75, Rivret Serge 75, Saint-André Laurent 75, Stanisière Philippe 75, Vicherat Philippe 75, Harel Hélène 78, Rouyer Michel 91, Chagneau Yves 92, Guessous Ghislaine 92, Le Guennou Anne 92, Kaabi Chekra 93, Jourdan Pierre 94, Roze Bernard 95.





## MOTION PONCTUELLE N° 3

# Face à la suppression des contrats aidés : état d'urgence !

Le gouvernement a profité de l'été pour annoncer la non-reconduction d'une grande partie des contrats dits « aidés ». Cette décision violente et cynique jette à la rue 150 000 personnes et constitue le plus grand plan social de ces dernières années. L'arrêt brutal de ces contrats a révélé la place essentielle que ces contrats « aidants » occupaient. Beaucoup travaillaient dans des écoles pour aider aux nombreuses tâches que les enseignants ne peuvent accomplir, assurer les transports scolaires, la cantine, etc... Dans le domaine associatif, la saignée atteint de plein fouet un secteur déjà attaqué par la baisse des subventions, par la politique de la droite à la région, par la suppression de la réserve parlementaire. Ces mesures ont des conséquences importantes sur la vie des quartiers en contraignant à réduire ou à cesser des activités ou actions de qualité construites sur le long terme à force d'engagement et de pugnacité, permettant de lutter contre les inégalités de territoire et de retisser au quotidien le lien social.

Au moment où la pauvreté augmente, là où les habitants doivent faire face à la précarité grandissante, où les jeunes et les plus âgés peinent à trouver des emplois, le gouvernement Macron-Philippe-Hulot décide de supprimer les emplois aidés, jugeant qu'ils sont « inefficaces et coûteux ». Le travail des associations, bien souvent reconnues pour leur expertise des quartiers et de leur domaine d'activité, ne peut se réduire à une ligne budgétaire d'un bilan comptable. Tous ces emplois sont indispensables.

La résistance a commencé : En Outre-Mer où les contrats aidés sont très nombreux, la population s'est mobilisée rapidement et a obtenu, une enveloppe supplémentaire. A l'Éducation nationale où les emplois aidés des AVS (auxiliaire de vie scolaire) qui accompagnent les enfants en situation de handicap, et des ATSEM (aide technique et éducatives aux institutrices) étaient menacés, la mobilisation a permis de passer certains accords.

Mais ces contrats sont une des composantes de la précarité (contrats de quelques mois, renouvelables ou non, avec des salaires dérisoires et souvent en temps partiels) amplifiant la pression sur les conditions d'emploi et de salaire. Depuis près de 40 ans, tous les gouvernements ont multiplié les contrats précaire et ont utilisé le chômage pour précariser des salarié-e-s en galère. Ce sont des embauches pérennes et massives qu'il faut imposer de toute urgence en proposant :

- › **Le maintien et la CDI-sation dans le privé/titularisation dans la fonction publique de tous les salarié.e.s en contrats aidés et l'abrogation des mesures dérogatoires au droit du travail** (possibilité de travailler 20 heures, non-comptabilisation dans les effectifs de l'entreprise, absence de prime de précarité pour les salarié.e.s en CDD) : Personne au chômage et transformation des contrats en contrats stables et de qualité !
- › **L'abrogation des exonérations patronales attachées aux contrats aidés** pour la préservation de notre modèle social basé sur la solidarité et la répartition.
- › **Un financement pérenne et durable** à la hauteur des besoins pour le secteur non-marchand. Le CICE coûte chaque année 20 milliards d'euros avec un effet sur l'emploi très faible (200 000 emplois créés sur trois ans pour les plus optimistes). Pérenniser l'emploi de 300 000 salarié.e.s en contrats aidés représenterait seulement 9 milliards d'euros par an.

EELV IDF doit faire de la mobilisation pour le maintien des contrats aidés un axe de son action régionale. Les vœux des élus dans les conseils municipaux, les recours des élus écologistes d'IDF devant le Conseil d'Etat sont une bonne chose mais ne suffisent pas. L'urgence sociale que représente cette suppression oblige EELV IDF réunir toutes les forces politiques et sociales pour imposer dans chaque secteur concerné (ministères, collectivités, associations) un agenda de résistance avec des objectifs précis.



### SIGNATAIRES DE LA MOTION PONCTUELLE **FACE À LA SUPPRESSION DES CONTRATS AIDÉS : ÉTAT D'URGENCE !**

Aoustin Marie 75, Aoutia Fatima 75, Azoug Nadia 93, Bavay Francine 75, Benbetka Abdallah 94, Bouttot Stéphane 75, Challal Abdallah 93, Champeau Thomas, Chapron Claude 75, Chibane Kader 93, De la Fuente Rose 77, Dubreuil François 93, Dupré Noémie 77, Farbiaz Patrick 75, Faugeron Corine 75, Gardères Nicolas 75, Jourdan Pierre 94, Kaabi Chekra 93, Lafont Jean 75, Le Guenniou Anne 92, Lete Remy 75, Lowy Elise 75, Maintenant Frédéric 75, Mandel Renaud 75, Martini Scalzone Lucia 75, Pagnac Elisabeth 75, Poirier Michel 93, Ponchel Mathieu 75, Rivret Serge 75, Ruiz Marie-Cécile 75, Saint-André Laurent 75, Schaffauser Thierry 75, Stanisière Philippe 75, Vicherat Philippe 75, Zemouri Essaid 93.





# MOTION PONCTUELLE N° 4

## Construire les Groupes d'Action Municipalistes Ecologistes et Sociaux (GAMES)

### Articuler nos stratégies régionales et municipales

L'implosion du système partidaire suite à la séquence électorale de 2017 impacte les prochaines élections municipales. Dès lors, il faut chercher une nouvelle voie, celle de listes citoyennes autour d'une plateforme co-élaborée dès maintenant avec toutes les forces issues de la société civile ayant la volonté de rompre avec la politique d'apartheid social et territorial poursuivie à la fois par la droite, En Marche et cautionnée par la politique du PS. Dans d'autres pays, des villes rebelles ont construit des dynamiques citoyennes s'affranchissant des structures partidaires telles Barcelone ou Madrid. En France, de Grenoble à Saillans, ce municipalisme a émergé à partir de regroupements citoyens. La possibilité de présenter des listes régionales de rassemblement citoyen appuyées sur des listes citoyennes municipales nous permettrait ainsi de refuser les tentatives d'OPA de différents partis sur l'écologie politique et de faire grandir un pôle écologiste et social fort. Jusqu'ici nos stratégies régionale et municipale ont été déconnectées. Face à la possibilité envisagée par Macron de fusionner les élections locales en 2021, il est urgent de travailler sur une stratégie cohérente : celle d'un rassemblement citoyen du niveau local au niveau régional, fédérant toutes les forces écologiques et sociales.

### Pour un municipalisme écologique

La démocratie passe par l'appropriation collective des institutions, l'autogouvernement et la souveraineté populaire. Il s'agit de réinventer la démocratie à l'échelle des communautés locales, des villes et des régions. Le vrai changement viendra de l'auto-organisation citoyenne. Le communalisme est un mouvement qui fait de la municipalité la base d'une transformation démocratique de la vie sociale, économique et politique. Les GAMES permettent de transformer la sphère politique en changeant les règles du jeu et en évitant la séparation du pouvoir entre le peuple et ses délégués. Les GAMES ont deux origines, le municipalisme libertaire théorisé par le penseur écologiste Murray Bookchin, et l'expérience des GAM dans les 60 /70 en France. Cette plateforme citoyenne, créative et collaborative vise à dynamiser l'action politique à l'échelle locale par la création de groupes d'action municipaux à l'échelle de chaque ville ou quartier populaire.

### La méthode

Dès 2018, la première étape sera de repérer les relais d'opinion dans chaque quartier et de former un noyau stable. Celui-ci prendra contact avec l'ensemble des forces sociales, politique et lancera une boîte à idée auprès des habitants pour recueillir les propositions citoyennes. Durant l'année 2018 2019 les Games mutualiseront les expériences, feront un bilan de la politique municipale, autour de 4 à 6 chantiers et proposeront un programme de transition écologique et social municipal fondée sur les principes suivants : participation citoyenne directe, démocratisation à tous les niveaux, décentralisation des pouvoirs de décision et d'administration à l'échelle du quartier accompagnée de ressources financières adéquates, solidarité intermunicipale au niveau de l'IDF pour lutter contre la mise en concurrence des territoires et l'austérité, justice sociale et transition écologique pour favoriser la coopération, le partage, la relocalisation de l'économie.

### Après l'élection les GAMES ont un rôle tout aussi important :

- › **Contrôler l'application du travail des élus sur la base de leurs mandats**
- › **Mobiliser la population face aux questions qui ne dépendent pas de la municipalité**
- › **Elaborer des projets de budget alternatif des quartiers et de la mairie**

**Les Assises de l'écologie décidées par le Conseil Fédéral sont un cadre approprié pour débattre du rôle des GAMES afin de refonder l'écologie politique par le bas.**



### SIGNATAIRES DE LA MOTION PONCTUELLE **CONSTRUIRE LES GROUPES D'ACTION MUNICIPALISTES ECOLOGISTES ET SOCIAUX (GAMES)**

Aoustin Marie 75, Aoutia Fatima 75, Azoug Nadia 93, Bavay Francine 75, Benbetka Abdallah 94, Bouttot Stéphane 75, Challal Abdallah 93, Champeau Thomas, Chapron Claude 75, Chibane Kader 93, De la Fuente Rose 77, Dubreuil François 93, Dupré Noémie 77, Farbiaz Patrick 75, Faugeron Corine 75, Gardères Nicolas 75, Jourdan Pierre 94, Kaabi Chekra 93, Lafont Jean 75, Le Guenniou Anne 92, Lete Remy 75, Lowy Elise 75, Maintenant Frédéric 75, Mandel Renaud 75, Martini Scalzone Lucia 75, Pagnac Elisabeth 75, Poirier Michel 93, Ponchel Mathieu 75, Rivret Serge 75, Ruiz Marie-Cécile 75, Saint-André Laurent 75, Schaffauser Thierry 75, Stanisière Philippe 75, Vicherat Philippe 75, Zemouri Essaid 93.





# MOTION PONCTUELLE N° 5

## Les multinationales commercent avec les Etats oppresseurs : boycott citoyen !

Contre les attentats, différents moyens peuvent être utilisés : l'action policière, la critique des dérives religieuses et racistes, des revenus et des emplois décents sont. Les Etats oppresseurs et la pratique des multinationales génèrent souvent révoltes, terrorisme, émigration.

### PETITE PÉDAGOGIE DU BOYCOTT

1. L'internationalisation de l'économie française et parisienne n'a jamais été aussi prégnante. Près d'1 salarié sur 2 des entreprises des secteurs principalement marchands hors agriculture travaille en France dans une firme multinationale. Aujourd'hui ces entreprises multinationales jouissent de l'impunité. Témoin en 2013, les 1200 morts du Rana Plaza au Bangladesh, cette usine textile où des milliers d'ouvriers travaillaient pour des grandes firmes dans des conditions indignes. Ou Monsanto poursuivi pour ses activités criminelles de l'Agent Orange au Viet nam jusqu'au Round Up ; ou encore ces firmes qui ne contribuent pas à l'effort fiscal, créant un manque à gagner important dans les comptes de l'Etat. Pour agir face à ces firmes, il faut frapper au porte-monnaie.

2. Le boycott, une arme citoyenne non-violente.

Développer le Boycott pour faire plier les multinationales c'est renouer avec l'esprit de la désobéissance civile, un des fondements de l'action de l'écologie politique. Le boycott est le refus systématique de consommer les produits ou services d'une entreprise ou d'une nation. Le boycott, c'est s'exprimer par son achat. Le boycott transforme les consommateurs en acteurs de la solidarité internationale. Les consommateurs ont plus de pouvoir qu'ils ne le pensent, celui d'acheter, et surtout celui de ne pas acheter. Action privilégiée des organisations de consommateurs, le boycott a une visée éminemment politique fondée sur le respect et la responsabilité de chacun, acteur dans la société. La stratégie non-violente s'appuie sur la non-collaboration, la non-coopération avec l'injustice : chaque consommateur a le pouvoir de ne pas acheter un produit qui est lié à une injustice. Le boycott est la grève des consommateurs qui refusent d'acheter un produit pour ne pas cautionner sa méthode de fabrication ou sa dangerosité. C'est un moyen de pression économique qui vise à changer une situation considérée comme injuste ou illégitime, à faire pression sur les responsables afin de les amener à changer une pratique liée, par exemple, à non-respect des droits fondamentaux, à un déséquilibre dans le partage des richesses ou à un non-respect de la planète. Cette pression est constitutive de l'établissement d'un rapport de force. Il s'agit de contraindre pour empêcher de nuire.

3. Le Boycott des multinationales est une action d'éducation populaire.

Mettre en place un boycott mondial est, en soi, une action pédagogique : elle concerne aussi bien les acteurs du boycott, que tous les salariés des firmes ciblées et l'opinion publique dans son ensemble. Elle permet de critiquer, pour justifier l'action, l'activité globale des transnationales, et les finalités de cette activité. ELLE permet aussi de changer son mode de consommation pour préparer les conditions d'un Boycott des multinationales : apprendre à choisir avec conscience avant d'acheter, à produire notre propre nourriture, à réduire la consommation de pétrole et de ses dérivés, à n'acheter que ce dont vous avez besoin, à écouter notre voix intérieure plutôt que de la publicité ... Le pouvoir de choix est le nôtre.

**Pour systématiser la pratique du Boycott, EELV IdF mettra en place un groupe de travail, animé par le responsable Campagne actions. Ce groupe de travail fera dans les six mois un rapport sur les conditions d'une campagne de boycottage des multinationales visées en IdF et sur l'action vis-à-vis des JO. Pour EELV IdF, rassembler dans des campagnes de Boycott des associations et des personnes permet de construire une force citoyenne au service des objectifs de l'écologie politique.**



### SIGNATAIRES DE LA MOTION PONCTUELLE LES MULTINATIONALES COMMERCENT AVEC LES ETATS OPPRESSEURS : BOYCOTT CITOYEN !

Aoustin Marie 75, Aoutia Fatima 75, Azoug Nadia 93, Bavay Francine 75, Benbetka Abdallah 94, Bouttot Stéphane 75, Challal Abdallah 93, Champeau Thomas, Chapron Claude 75, Chibane Kader 93, De la Fuente Rose 77, Dubreuil François 93, Dupré Noémie 77, Farbiaz Patrick 75, Faugeron Corine 75, Gardères Nicolas 75, Jourdan Pierre 94, Kaabi Chekra 93, Lafont Jean 75, Le Guenniou Anne 92, Lete Remy 75, Lowy Elise 75, Maintenant Frédéric 75, Mandel Renaud 75, Martini Scalzone Lucia 75, Pagnac Elisabeth 75, Poirier Michel 93, Ponchel Mathieu 75, Rivret Serge 75, Ruiz Marie-Cécile 75, Saint-André Laurent 75, Schaffauser Thierry 75, Stanisière Philippe 75, Vicherat Philippe 75, Zemouri Essaid 93.





## MOTION PONCTUELLE N° 6

# Les Périphéries au cœur de l'Écologie Politique

**Impulser de l'innovation politique, se renouveler c'est faire des choix de la périphérie vers le centre pour briser le vase clos dans lequel s'enferme les cercles de pouvoirs.** Comme dans nos vies, qu'elles soient rurales ou urbaines, **les centralités dominent : le père de famille, le patron, le syndicat, le parti, l'État...** Il en est de même pour notre mouvement.

Le contexte politique dans lequel nous sommes aujourd'hui redéfinit la problématique avec plus d'acuité. **Les lois sécuritaires dites « d'exception » deviennent le droit commun, la mise en place des Métropoles (le Grand Paris) impose de fait une recentralisation des pouvoirs à pas forcés où le citoyen se voit reléguer à une fonction d'observateur passif** des politiques publiques sans pouvoirs démocratiques. Cette relégation traduit une panne de l'intégration sociale et politique.

**Exclusion des couches populaires et moyennes des centres, la pénurie de logements sociaux (on ne parle que de leur démolition),** le renchérissement du foncier, la paupérisation de lotissements, **le sous-équipement des zones périurbaines,** le chômage chronique des villes dites « ouvrières » sont les constats partagés.

Plus que la paupérisation de certaines cités, **l'embourgeoisement des centres est actuellement le processus le plus emblématique de la recomposition sociale de la Région Capitale. Cette homogénéisation sociale renforce le poids politique des centres.**

Ces **centres embourgeoisés provoquent « une ghettoïsation par le haut »**, il dessine l'émergence de zones périphériques particulièrement absente de la sphère politico-culturelle, des villes singulièrement « aphones ».

**Qu'elles soient économiques, sociales ou sociétales, les aspirations des couches supérieures ne sont jamais négligées.** Environnement, place de l'automobile, fiscalité, mixité, **la ville se pense prioritairement à partir des « territoires prescripteurs » : les centres.**

Régions industrielles, espaces ruraux ouvriers, quartiers de logements sociaux, zones de lotissements pavillonnaires bas-de-gamme, c'est sur ces territoires en déclin ou en reconversion frappés par les effets d'un capitalisme sauvage, avec un fort dynamisme démographique que s'élabore les nouvelles pratiques, les innovations pour construire les politiques publiques de la transition écologique. Ce n'est pas du centre, où les rapports sont « évidents », que vient l'ingéniosité et le renouvellement, mais bien des périphéries.

**Pour combattre les inégalités, les dominations multiformes :** lutter contre la pauvreté, le démontage des mécanismes générateurs d'exclusions, **seule une décentralisation généralisée des pouvoirs à tous les secteurs de la vie donne des résultats.**

Relégués spatialement mais structurés politiquement les banlieues populaires portaient autrefois une opposition aux centres les plus huppés c'était un facteur déterminant d'existence et d'intégration.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui, ces mêmes territoires périurbains et ruraux sont au contraire ceux de la désintégration, devenus inaudibles travaillés depuis près de trente ans par un vote de protestation contre le système.

Etre à l'avant-garde de la transformation sociale et écologique, apporter une plus-value politique régionale et nationale, c'est inverser le processus d'exclusion par **l'égalité à tous les échelons afin de reconquérir les cœurs des masses populaires : les habitants de ladite périphérie sont la République.**

Nous, écologistes, militants et élus, pourrons **incarner une vérité dans ce que nous disons et faisons pour changer la pratique politique si nous donnons des responsabilités à ceux qui sont la diversité du pays, de la banlieue, du quartier.** Notre parti doit associer les mélanges de cultures et ce brassage de savoirs, d'horizons divers à son cap.

Libérons nos potentiels de créativité et de coopération, **chacun(e) redevient un centre créateur utile,** pour soi et pour les autres.

**Les périphéries sont le cœur de l'écologie pour penser et agir en commun.**



### SIGNATAIRES DE LA MOTION PONCTUELLE LES PÉRIPHÉRIES AU CŒUR DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

Salah Anouar (78), Nadia Azoug (93), Prescilla Barbarino (93), Abdallah Benbetka (94), Gérald Calzettoni (93), Madjid Challal (93), Touria Chémouri (93), Kader Chibane (93), Samia Chibane (93), Salim Didane (93), François Dubreuil (93), Amélie Guillouche (93), Jawad Lakehal (93), Yasmina Merouane (93), Léna Morel (93), Alain Naouennec (93), Jacques Picard (91), Philippe Stanisière (75), Jill Tynan (93), Louise Wantz (93), Essaid Zemouri (93).



## MOTION PONCTUELLE N° 7

### Pour une maison de l'écologie en Ile-de-France

Militer n'est pas toujours tâche facile, mais nous nous y attelons car nous savons que l'écologie politique est LA solution pour une nouvelle société, plus apaisée où tout un chacun peut vivre mieux, dans le respect des autres et de soi même.

L'écologie que nous voulons est aussi composée de moments simples et vrais faits de belles rencontres et de vrais moments de convivialités. Ces moments sont indispensables pour conforter une histoire collective, garante de l'intensité de nos combats comme de l'efficacité de nos actions, parce que construite en humanité. C'est la base de notre slogan : « plus de liens, moins de biens ».

Notre local EELV IdF, à Montreuil, est un lieu administratif, certes nécessaire et fonctionnel, mais inadapté pour nos besoins de militant.es. Nous avons besoin d'un lieu pour nous réunir facilement, un lieu ouvert aussi en dehors des horaires de bureau pour que celles et ceux qui travaillent puissent récupérer facilement tracts, affiches, banderoles, drapeaux... en soirée et le WE. Un lieu d'accueil, simple et convivial, de rencontre entre les nouveaux les anciens et les élus, un lieu pour nous rassembler au-delà de nos groupes locaux et de nos départements, un lieu qui ouvre nos groupes de travail et nos thématiques propres, un lieu pour inviter aussi nos sympathisants et les associations écologistes pour, ensemble, partager et échanger. Un lieu où nous pourrions montrer par l'exemple qu'un monde collaboratif et convivial est possible. Un lieu ouvert à l'ensemble des associations et mouvements écologistes avec lesquels nous travaillons déjà pour organiser rencontres, débats, expositions, forums, conférences, formations et réunions de travaux.

Un local régional ouvert est possible comme on peut le voir par exemple à Marseille avec l'Ecomotive café ou à Lille avec la Maison de l'Ecologie Régional (la MER).

Le BER est mandaté pour faire en 2018 des propositions chiffrées d'un projet de Maison de l'Écologie permettant rencontre et convivialité. Cette recherche prendra en compte l'accessibilité, l'ouverture au monde associatif et à la dynamique locale mais aussi la viabilité financière pour ne pas grever notre budget régional. Une réflexion se fera aussi sur les cafés collaboratifs, les cafés coopératifs, les anticafés, les cafés solidaires ou les cafés de réparations.

Cette expérience de structure conviviale, collaborative, alternative, autogérée et écologiste pourra ensuite être partagée et servir de modèle pour s'implanter à travers l'Île de France et dans les régions.

**« Seul l'apprentissage de la convivialité permettra, par la rencontre et l'échange, de renouer les fils de la communauté et de lui redonner la maîtrise de son avenir et de ses choix. »** Paul Klein, sur le livre d'Ivan Illich : *La Convivialité*.



#### SIGNATAIRES DE LA MOTION PONCTUELLE POUR UNE MAISON DE L'ÉCOLOGIE EN ILE-DE-FRANCE

Rodéric Aarsse 92, Robert Aarsse 75, Esther Benbassa 75, Bernard Bourdeix 75, Claude Chapron 75, Didier Delpyrou 93, Frédérique Denis 93, Jean Desessard 94, Jean-Luc Dumesnil 75, Jacques Grenier 94, Remi Houley 94, Martine Lebranchu 75, Séverine Leclercq 75, Patricia Millot 78, Dominique Moins 94, Anne-Karin Mordos 92, Catherine Naviaux 92, Claire Pinto 91, Gwenaël Richard 77, Olivier Szulzynger 75, Pascal Vesvre 77, Romain Zavallone 94.



# MOTION PONCTUELLE N° 8

## Pour une révision du règlement intérieur EELV-IDF

**Considérant les conflits d'intérêts importants dans le fonctionnement du parti, demande au CPR d'appliquer les principes suivants dans le RI dans les 3 mois suivant l'AG régionale :**

### Lutte contre le népotisme

- › Les salariés de la région et des autres instances internes ne pourront avoir de liens familiaux avec les membres des exécutifs lors de leur embauche
- › Les prestataires de la région et des autres instances ne pourront avoir de liens familiaux avec les membres des exécutifs lors de la conclusion du contrat.
- › Nul ne peut faire parti d'une commission électorale si un membre de sa famille est candidat.

### Lutte contre l'abus de bien social et le conflit d'intérêt

- › Aucun membre des exécutifs ne pourra faire appel à des prestations issues de son entreprise personnelle ou de celle de son entreprise familiale
- › Créer une commission de prévention du conflit d'intérêts.

### Aide à l'auto-organisation des adhérents

- › Chaque adhérent a le droit de savoir qui est adhérent au niveau régional, départemental et de son groupe local et de consulter ces listes qu'il s'engage à ne pas divulguer à l'extérieur du parti.
- › S'ils l'autorisent les adhérents peuvent communiquer aux autres adhérents leurs coordonnées personnelles de manière systématique dans les listes mises à disposition des adhérents
- › Les membres des instances élus sont connus de tous les adhérents et peuvent laisser leurs coordonnées à la disposition des adhérents
- › Chacun doit pouvoir connaître qui est inscrit sur une liste de discussion gérée par le parti ou une de ses émanation auquel il a souscrit, et à quel titre.

### Décentralisation du CPR

- › siège au moins une fois dans chaque département francilien par mandature et prene en charge les frais de déplacement pour les membres du CPR qui sont éloignés.
- › organise un service de livraison des matériaux de campagne (1 à 2 dépôts par département).



### PREMIERS SIGNATAIRES DE LA MOTION PONCTUELLE POUR UNE RÉVISION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR EELV-IDF

Aoustin Marie 75, Aoutia Fatima 75, Azoug Nadia 93, Bavay Francine 75, Benbetka Abdallah 94, Bernard Stéphane 78, Bouttot Stéphane 75, Challal Abdallah 93, Champeau Thomas, Chapron Claude 75, Chibane Kader 93, De la Fuente Rose 77, Dubreuil François 93, Dupré Noémie 77, Farbiaz Patrick 75, Faugeron Corine 75, Gardères Nicolas 75, Jourdan Pierre 94, Kaabi Chekra 93, Lafont Jean 75, Le Guenniou Anne 92, Lete Remy 75, Letissier Florentin, Lowy Elise 75, Maintenant Frédéric 75, Mandel Renaud 75, Martini Scalzone Lucia 75, Pagnac Elisabeth 75, Poirier Michel 93, Ponchel Mathieu 75, Rivret Serge 75, Ruiz Marie-Cécile 75, Saint-André Laurent 75, Schaffauser Thierry 75, Stanisière Philippe 75, Vicherat Philippe 75, Zemouri Essaid 93.



01 41 63 62 00 | idf@eelv.fr
f | t



[ACCUEIL](#)
[ACTUALITÉS](#)
[EELV EN IDF](#)
[AGIR ET MILITER](#)
[CONTACT](#)

S'ABONNER

ADHÉRER

DONNER

### ACTUALITÉS



**#SOLIDARITÉAVECLESRÉFUGIÉS**  
**SOLIDARITÉ**

LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRE AUX MIGRANTS DOIT SE FAIRE DANS LA DIGNITÉ!



**NON A EUROPA CITY**

NOUVEAU RASSEMBLEMENT CONTRE LE MÉGA PROJET D'EUROPA CITY CE DIMANCHE 8 OCTOBRE



**Europe Écologie les Verts**  
**ILE-DE-FRANCE**

EELV ÎLE-DE-FRANCE SE RÉUNIT EN CONGRÈS RÉGIONAL LE 9 DÉCEMBRE!

### DEVENEZ AMBASSADEUR

Devenir Ambassadeurs EELV Île-de-France est simple : vous nous communiquez votre compte Twitter (ci-contre) et nous vous proposons par Message Privé des articles phares à relayer (jamais plus d'une fois/semaine). Pour plus d'informations, cliquez [ici](#).

Si vous souhaitez ne plus participer à l'initiative, il vous suffira de nous envoyer un MP. Twitter fournit un formidable moyen pour transférer l'information et croître ensemble :

Merci de votre aide !



Votre identifiant Twitter :

**ENVOYER**

### POUR NOUS SUIVRE



Rejoignez notre page Facebook



Rejoignez-nous sur Twitter

RECEVEZ LA NEWSLETTER EELV-IDF

Votre e-mail :

**OK**

REJOIGNEZ-NOUS !





TWEETS EELV-IDF

Tweets de @EELVIDF

EELV Île de France a retweeté

**Greenpeace France** @greenpeacefr  
#Sécurité nucléaire : "Dans le rapport de Greenpeace, des scénarios d'agression par le haut de ces piscines sont imaginés. Effectivement, le niveau de protection sur le haut de ces piscines est faible." dit P.-F. Chevet, président de l'@ASIN #LiveAN

[Intégrer](#) [Voir sur Twitter](#)

LES DÉPARTEMENTS

- Paris (75)
- Hauts de Seine (92)
- Seine-Saint-Denis (93)
- Val de Marne (94)
- Seine et Marne (77)
- Yvelines (78)
- Essone (91)
- Val d'Oise (95)

Brochure congrès 2017 Motions.indd 20

09/11/2017 16:41:09